

**DU 1^{er} DECEMBRE 2009 au 30 AVRIL 2010
AU MUSEE DE LA RESISTANCE DE BONDUES**

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE
FORT LOBAU
Chemin Saint Georges - 59910 BONDUES

EXPOSITION

UNE EXPOSITION PROPOSÉE PAR L'ASSOCIATION « SOUVENIR DE LA RÉSISTANCE ET DES FUSILLES DU FORT DE BONDUES » ET LE MUSÉE DE LA RÉSISTANCE DE BONDUES

“MOI GENERAL DE GAULLE ACTUELLEMENT A LONDRES.”

L'APPEL DU 18 JUIN 1940
ET SON IMPACT JUSQU' EN 1945.



En guise d'introduction

Le 18 juin 2010, l'appel du général de Gaulle aura soixante-dix ans. En lien avec le thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2009-2010, l'exposition proposée par le Musée de la Résistance de Bondues présente cet appel et son impact jusqu'en 1945.

En 1945, la France, la nation écrasée et divisée de 1940, se retrouve parmi les puissances victorieuses. Á n'en pas douter, l'appel du général de Gaulle est à l'origine de ce lent processus qui mène à la victoire.

Mais si la portée de l'Appel est immense et s'il faut lui reconnaître un caractère prémonitoire, méfions-nous du regard rétrospectif : il n'y a pas de relation « nécessaire », de type cause à effet, entre le 18 juin et la victoire. Le cheminement qui aboutit au 8 mai 1945, loin d'être linéaire, a été lent et heurté, marqué par les hésitations et la méfiance des uns et des autres.

La légende ne doit pas donc pas occulter la vérité historique mais à coup sûr elle mérite d'être revisitée, comme objet d'histoire.

Ce petit dossier, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, commence par le texte de l'appel du 18 juin, puis reprend le découpage par thème de l'exposition. Chaque thème fait l'objet d'une présentation succincte, accompagnée d'un document illustratif ou explicatif. Les astérisques renvoient au lexique situé à la fin du dossier.

Texte de l'appel du 18 juin 1940

« Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.

Certes, nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des Etats-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres. »

1. Les circonstances de l'Appel

Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne attaque la Pologne. En vertu de l'alliance avec la Pologne, la France mobilise. Le 3 septembre 1939, la France et son allié le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne. Commence alors la « **drôle de guerre** », c'est-à-dire qu'il ne se passe quasiment rien (quelques opérations très limitées en Sarre) jusqu'au 10 mai 1940.

Charles de Gaulle, convaincu que la **stratégie défensive de la France** est suicidaire, adresse en janvier 1940 un mémorandum aux plus hautes personnalités politiques et militaires dans lequel il dénonce « l'immobilité militaire actuelle ».

Le 10 mai 1940, l'Allemagne nazie attaque à l'ouest et quelques jours plus tard perce le front à Sedan. Après la « drôle de guerre », c'est la « Bataille de France » qui commence. Les divisions blindées allemandes s'enfoncent rapidement dans le territoire français et atteignent la Manche le 20 mai 1940 : un demi-million de soldats français, belges et anglais sont désormais pris au piège dans une gigantesque poche. La Wehrmacht entreprend alors de résorber cette énorme poche qui n'a qu'une issue : Dunkerque. Des unités françaises et britanniques mènent de durs combats de retardement pour permettre l'évacuation par Dunkerque (opération Dynamo).

Le 10 juin 1940, le gouvernement français quitte Paris pour tenter de rejoindre Bordeaux où il arrive enfin le 14, jour où les Allemands entrent dans Paris. De son côté, de Gaulle, devenu sous-secrétaire à la Défense nationale et à la guerre, se trouve à Londres où il est en contact avec le Cabinet du Premier Ministre britannique Winston Churchill. Alors que le **clan défaitiste groupé autour du maréchal Pétain** ne cesse de gagner en influence, le chef du gouvernement français Paul Reynaud tente une dernière opération : mettre en place une Union franco-britannique. Reynaud démissionnant le 16 juin, le projet échoue. **Pétain devient alors chef du gouvernement et réclame l'armistice** (17 juin 1940).

16/6/40 à 16 heures 30

Général de Gaulle à Londres à Président du Conseil à Bordeaux 5364.

Général de Gaulle : "Voici le Manifeste :

→ A l'heure du péril où se décide la destinée du monde moderne, le Gouvernement de la République Française et celui du Royaume-Uni, dans l'inébranlable résolution de défendre la liberté contre l'asservissement au régime qui réduit l'homme à un automate ou à l'esclave, déclare que désormais la France et la Grande-Bretagne ne sont plus deux nations, mais une nation Franco-Britannique indissoluble. Une constitution de l'Union sera rédigée prévoyant des organes communs chargés de la politique économique et financière et de la défense de l'Union.

Chaque citoyen anglais devient citoyen français ; chaque sujet français devient sujet anglais. Les dévastations de la guerre, où qu'elles aient lieu seront sous la responsabilité commune des deux pays et les ressources de chacun seront confondues pour la restauration des régions détruites pendant la guerre. Il n'y aura qu'un Cabinet de Guerre pour la direction de celle qui gouvernera de l'endroit qui sera jugé le plus approprié à la conduite des opérations.

Les deux Parlements seront associés ; toutes les forces de la Grande - Bretagne et de la France seront placées demain sous un commandement suprême. La Grande-Bretagne forme de nouvelles armées ; la France maintiendra ses forces disponibles sur terre, sur mer et dans les airs. L'Union fait appel aux Etats-Unis pour fortifier les ressources des alliés et pour apporter leur puissante aide matérielle à la cause commune. Cette unité, cette union concentreront toutes leurs énergies contre la puissance de l'ennemi où que soit la bataille et ainsi : nous vaincrons" //

(n) Général De Gaulle : Aux Etats-Unis on se demande si vous allez être l'homme de la guerre ou si vous allez faire comme la reine Wilhelmine ou comme Léopold ? Si vous êtes celui qui se débîne pour que les autres capitulent. Mais l'atmosphère de Bordeaux n'est pas celle de l'Europe, ni même celle de la France. //

16/6/40 à 16 heures 40

Président de la République à Président du Conseil

Prés. Lebrun : Est-ce que je pourrai vous voir avant 5 heures ?

P. Reynaud : Oui, certainement, je fais une note sur la conversation que je viens d'avoir avec Londres. Ça va au-delà de ce que je vous avais laissé prévoir. C'est extrêmement important. (important)

16/6/40 à 18 heures 20

Ambassade Britannique avec 360 Hendaye.

Faire venir pour demain toutes les personnes désirant rentrer en Angleterre

Le projet d'Union franco-britannique (16 juin 1940)

Le projet d'Union franco-britannique doit permettre l'installation d'un Cabinet de guerre unique ainsi que d'une citoyenneté commune entre les deux alliées. C'est au téléphone que le 16 juin 1940, le général de Gaulle dicte à Paul Reynaud (qui démissionne quelques heures plus tard) le détail du projet.

2. Un certain 18 juin

Alors qu'il tente de barrer la route aux Allemands à la tête de son unité, le colonel de Gaulle lance le 21 mai 1940, à Savigny-sur-Ardres, aux environs de Reims, un premier appel radiodiffusé à la résistance.

Celui-ci est demeuré ignoré de la plupart des contemporains mais il témoigne de la volonté de Charles de Gaulle de poursuivre les combats, même si l'issue de la Bataille de France est, à court terme, très compromise.

Le « véritable » appel, l'Appel, est lancé le **18 juin 1940** à 18 h (selon de Gaulle) ou à 20 h (selon Elisabeth de Miribel) dans les locaux de la **BBC à Londres**. Le général de Gaulle est à Londres depuis la veille au matin. Il est accompagné de son officier d'ordonnance, Geoffroy Chodron de Courcel promu aide de camp, conseiller et interprète. L'annonce de la demande d'armistice est arrivée à Londres le même jour, en fin d'après-midi.

Cet appel est lu et non enregistré. Il a été tapé à la machine à écrire par Elisabeth de Miribel, l'arrière-petite-fille du maréchal Mac-Mahon que Geoffroy de Courcel connaît bien et qu'il a recrutée le 17 juin. Il est souvent confondu avec le second appel que le général lance également à la radio le 22 juin 1940 et qui, lui, est enregistré. Dans cet appel du 22 juin 1940, de Gaulle y précise et y développe des arguments qui ne sont qu'esquissés dans celui du 18 juin.

La fameuse phrase « la France a perdu une bataille mais la France n'a pas perdu la guerre » ne figure pas dans ces deux appels mais sur les affiches qui sont placardées sur les murs en Angleterre et qui condensent les propos du général de Gaulle.



En 1940, Elisabeth de Miribel appartient à la mission franco-britannique dirigée à Londres par Jean Monnet. Contactée le 17 juin par Geoffroy de Courcel, elle accepte de servir de secrétaire au général de Gaulle. C'est elle qui tape l'appel du 18

Témoignage d'Elisabeth de Miribel :

« Dans l'après-midi du 17 juin 1940, le coup de téléphone que j'espérais secrètement m'a convoqué pour le lendemain matin à Seymour place, dans un petit appartement (...) dont Jean Laurent avait remis les clés au général de Gaulle.(...) Je me suis retrouvée devant une machine à écrire, alors que je tapais fort mal, et devant des feuilles manuscrites très difficiles à déchiffrer. J'étais installée dans une chambre, à côté de la salle à manger. Le Général s'est absenté une partie de la matinée. Il est sorti pour déjeuner. Mon vrai travail a commencé vers trois heures. Je m'applique laborieusement à lire un texte finement écrit et surchargé de ratures. Je dois le recopier, au propre, à la machine. Pour gagner du temps, Geoffroy de Courcel m'en dicte des passages. Il emporte, au fur et à mesure, les feuillets dactylographiés pour les soumettre au Général. (...)

Ces mots vont constituer une page d'histoire. Je ne le sais pas encore. Pourtant j'ai l'obscur pressentiment de participer à un événement exceptionnel. (...) L'heure passe. Le temps presse. Il sera bientôt six heures du soir. Ma tâche est terminée. Le Général fait appeler un taxi pour se rendre à la BBC avec Courcel. Ils me déposent en chemin devant ma porte (...). Je monte préparer mon dîner. Pendant ce temps, des paroles irrévocables s'envolent vers la France. Je n'ai pas entendu l'appel ce soir-là ! »

Elisabeth de Miribel, *La liberté souffre violence*, Paris, Plon, 1981

3. « Une poussière d'hommes » : les Français libres.

La France libre* est née à Londres de l'appel du général de Gaulle qui est reconnu par Churchill comme chef des Français libres le 28 juin 1940 :

« Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît le général de Gaulle comme chef de tous les Français libres, où qu'ils se trouvent, qui se rallient à lui pour la défense de la cause alliée »

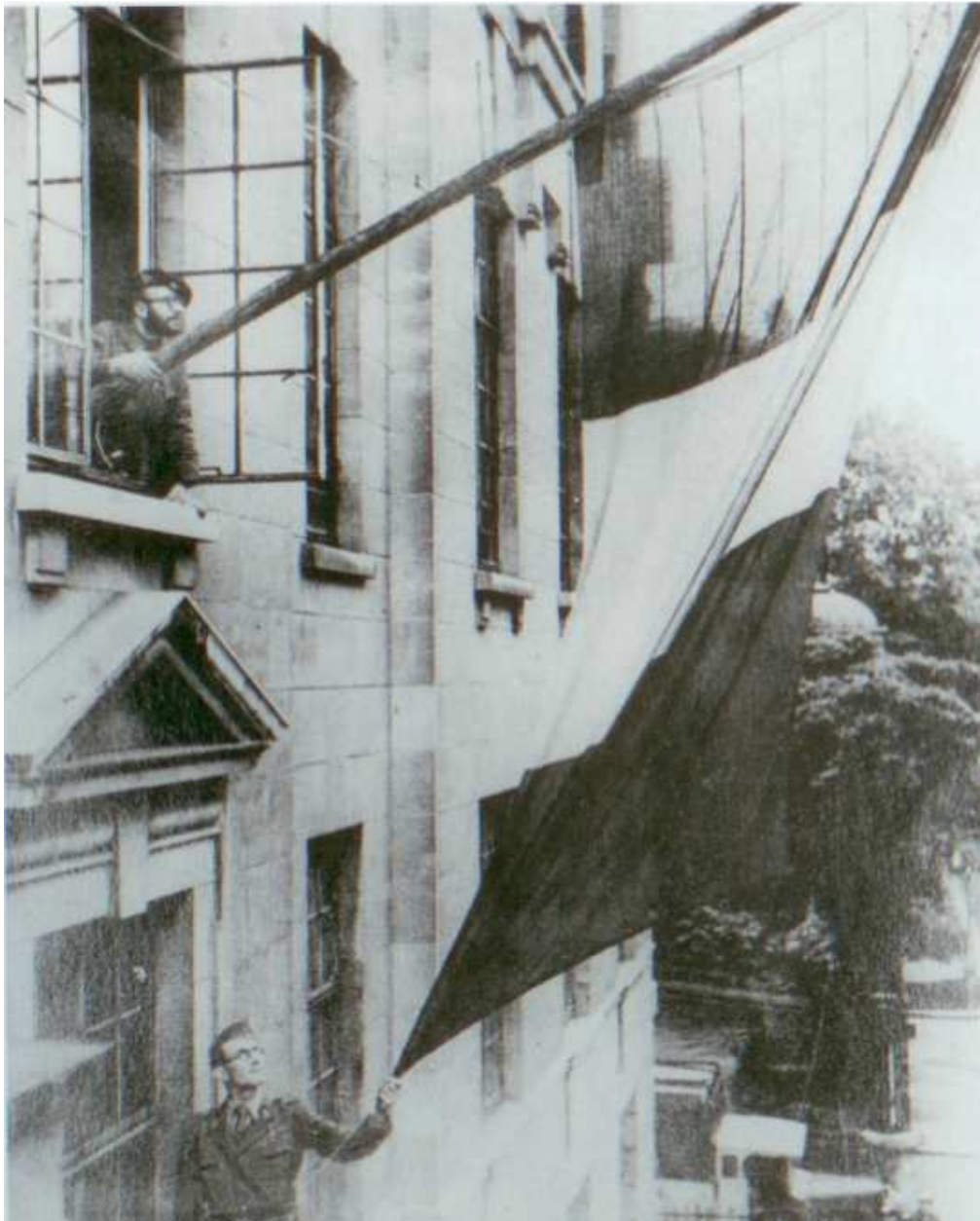
(communiqué lancé sur les ondes de la BBC à 22 heures)

À ses débuts, la France libre se présente donc comme le rassemblement hors de France d'un **petit nombre de volontaires** qui s'engagent à poursuivre le combat sous les ordres du général de Gaulle et aux côtés des Britanniques.

Au départ, les Français libres, le plus souvent apolitiques, sont peu nombreux : le 15 août 1940, les effectifs n'atteignent pas 7000 hommes. Et parmi cette infime minorité, aucun grand nom, aucun ambassadeur, aucun haut fonctionnaire. **La France libre est dominée par les militaires** (l'amiral Muselier, le capitaine Philippe de Hauteclocque dit *Leclerc...*) et les personnalités civiles, telles l'économiste René Pleven, sont rares.

La France libre a une « voix » : **Maurice Schumann**, porte-parole du général dans l'émission « Honneur et Patrie »* et chargé de liaison auprès de la BBC. Pendant quatre ans, il est attendu tous les soirs par de nombreux auditeurs.

Le 14 juillet 1940 voit la première apparition publique des Français libres. Churchill veut que la journée soit un succès et de Gaulle tient à la présence de photographes. Une maigre troupe de volontaires défile ainsi sous les hourras de la foule jusqu'au mémorial de Foch devant lequel le général de Gaulle dépose une gerbe.



Des soldats français hissent les couleurs sur l'immeuble du 4 Carlton Gardens, au centre de Londres, où la France libre a installé son quartier général. Carlton Gardens est une grande maison blanche élégante, de quatre étages, où avait habité au XIXe siècle lord Palmerston, Premier ministre notoirement francophobe. Jusqu'en 1943, Carlton Gardens abrite les quelque 70 bureaux de la France libre, avec des antennes qui essaient progressivement dans les rues et les quartiers proches.

4. Les Français libres : une vie qui s'organise

À Londres, les marques de sympathie que les Britanniques, de la famille royale au simple passant, donnent à ceux qu'ils nomment les *Free French*, sont nombreuses. Churchill, francophile depuis toujours, multiplie les professions de foi amicales à l'égard de la France libre et du général de Gaulle dont il s'est littéralement entiché :

« Nous éprouvons la plus profonde sympathie à l'égard du peuple français et l'ancienne fraternité qui nous liait à la France n'a nullement cessé d'exister. Elle s'incarne et se perpétue grâce au général de Gaulle et à ses héroïques compagnons »

(déclaration faite par Churchill devant la Chambre des Communes le 28 août 1940)

Le 1^{er} juillet 1940, le général de Gaulle charge, un peu par hasard, **André Dewavrin** (le futur colonel Passy) de gérer le 2^{ème} Bureau de son état-major, le **Bureau central de renseignements et d'action** (BCRA*). Passy comprend très vite qu'il pourrait rendre aux Britanniques des services qui pourraient se monnayer politiquement et cantonne ainsi initialement le BCRA à la recherche de renseignements en liaison avec l'Intelligence Service*.

La création du **Comité national français**, le 24 septembre 1941, marque un **tournant dans l'histoire de la France libre**. Jusque là, le « mouvement » patriotique issu de l'appel du 18 juin était essentiellement militaire, étranger ou hostile à tout ce qui rappelait la vie politique de la Troisième République, et plus encore aux partis politiques. Avec l'institution de ce quasi-gouvernement, la France libre se dote d'une véritable structure politique. Le Comité national français statue par ordonnances, décrets et arrêtés publiés au *Journal officiel de la France libre*. Il exerce les pouvoirs exécutif et législatif. La France libre de 1941-1942 édifie un ainsi « mini-Etat ».

Texte de l'accord du 7 août 1940 (extraits)

I

1. Le général de Gaulle procède à la constitution d'une force française constituée de volontaires. Cette force, qui comprend des unités navales, terrestres, aériennes, et des éléments techniques et scientifiques sera organisée et utilisée contre les ennemis communs [...]

II

3. Le gouvernement de Sa Majesté fournira à la force française – dès que cela sera réalisable – le complément de matériel indispensable pour doter ses unités d'un équipement équivalent à celui des unités britannique du même type [...]

6. Le général de Gaulle, qui a le commandement suprême de la force française, déclare, par les présentes, qu'il accepte les directives générales du commandement britannique [...]

III

4. Le général de Gaulle aura le droit de créer un organisme civil comportant les services administratifs nécessaires à l'organisation de sa force. Les effectifs et les émoluments des membres de cet organisme seront fixés en consultation avec la Trésorerie britannique [...]

IV

1. Toutes les dépenses engagées pour la constitution et l'entretien de la force française suivant les prévisions du présent accord, seront provisoirement à la charge des ministères intéressés du gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni : ceux-ci auront le droit de procéder à tous les examens et vérifications nécessaires [...]

Le Général de Gaulle,
Commandant la Force française
Le Premier Ministre
du gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni

L'accord franco-anglais du 7 août 1940, négocié par le juriste de la France libre René Cassin, confirme la position personnelle du général de Gaulle et de sa troupe : les Britanniques les reconnaissent formellement et décident de les prendre en charge matériellement.

5. Etre présent dans le monde

La France libre suscite l'engagement d'une **poignée d'hommes installés à l'étranger**. Il s'agit pour eux de soutenir l'action du général de Gaulle, mais aussi d'affirmer leur opposition au programme de la Révolution nationale et leur hostilité à la collaboration.

Dès l'été 1940, à la suite du « comité national » d'Égypte fondé par le baron Louis de Benoist, **des comités de soutien à la France libre** se constituent dans un certain nombre de pays. À l'automne 1940, les services de Carlton Gardens entreprennent de développer des relations avec les comités existants et se susciter la création de nouveaux comités. Au cours de l'année 1941, l'action de la France libre dans le monde s'organise autour des « délégués » nommés par le général de Gaulle et des comités français libres plus particulièrement chargés de la propagande. À l'été 1942, des comités nationaux sont implantés dans trente-neuf pays.

Les résultats les plus spectaculaires sont obtenus en Amérique latine. Sous l'impulsion de Jacques Soustelle, qui part en 1941 pour le Mexique, le comité de Mexico, formé dès juillet 1940, essaime dans tout le pays : 95 % des ressortissants français du Mexique adhèrent au comité. Il développe une **propagande efficace**, via notamment son hebdomadaire bilingue *France libre*.

En Amérique du Nord, les obstacles à l'influence de la France libre sont nombreux. Les débuts sont difficiles : le pétainisme est présent aux États-Unis comme au Québec et les Américains s'efforcent de maintenir le lien avec Vichy. Mais sous l'impulsion du directeur du CNRS, Henri Laugier, la « Semaine française de New York » du 8 au 15 juillet 1942 est un grand succès. Le 14 juillet, 1600 personnes viennent pour le « Bastille Day » à la réception de la délégation de France libre qui n'a envoyé que 500 invitations.

Par la suite, les griefs contre de Gaulle s'accumulent : on l'accuse d'être dépourvu de mandat électif, autoritaire et populiste, dangereusement nationaliste et anti-américain.



France Forever est une association créée fin août 1940 à l'initiative d'un groupe de Français installé aux Etats-Unis. Elle vise à provoquer un courant de sympathie et une aide concrète en faveur de la France libre. Mais l'enthousiasme des débuts retombe bien vite et les adhésions stagnent malgré la propagande gaulliste. Henri Laugier prend la direction de *France Forever* en mai 1942 mais il ne réussit pas à enrayer la relative atonie de l'association.

6. Les ralliements dans l'Empire

Si le général de Gaulle représente peu de choses en juin 1940, il place ses espoirs dans l'Empire. Parmi les raisons invoquées par lui dès le 18 juin 1940 pour conserver l'espoir, il y a l'Empire, « **un vaste Empire** ». Dans ses messages à la radio de Londres, le général de Gaulle ne cesse d'y faire allusion.

Les ralliements de territoires, qui s'échelonnent essentiellement d'août 1940 à la fin de l'année 1942, ont pour base principale le bloc formé de l'Afrique-Équatoriale française* et du Cameroun*. Malgré leur fragilité qui est apparue à plusieurs reprises, ces ralliements dotent la France libre d'un domaine territorial de souveraineté, **l'Empire français libre**, et lui apportent un appoint majeur en effectifs combattants.

Les ralliements d'Afrique française sont pour le général de Gaulle d'une importance capitale : celui-ci y voit un réservoir d'hommes et un tremplin pour la reconquête de l'Europe. Le 26 août 1940, sous l'impulsion de **Félix Eboué**, le Tchad se rallie à la France libre. Ce ralliement est suivi par celui du Cameroun et du reste de l'Afrique-Équatoriale française. Dans la geste gaullienne, les ralliements de ce qui devient l'Afrique française libre ont pour nom les **Trois Glorieuses** (26, 27 et 28 août 1940).

Le ralliement des Établissements français de l'Inde*, enclaves territoriales dans l'Inde britannique, est beaucoup moins connu. Si le ralliement officiel date du 9 septembre 1940, dès le 22 juin, le gouverneur **Louis Bovin** a adressé un télégramme au Ministre des Colonies alors à Bordeaux :

« La France, accablée par le nombre et le manque de matériel, a signé l'armistice. Tout n'est pas perdu. Gardons notre confiance. L'Empire français est intact et restera aux côtés de l'Empire britannique jusqu'à la victoire finale... »

Pour le général de Gaulle, ces minuscules possessions constituent les premiers ralliements à la France libre.



Félix Eboué rencontre le général de Gaulle en octobre 1940 à Brazzaville.

Nommé gouverneur général de l'A-EF, Félix Eboué joue pendant quatre ans un rôle fondamental pour la contribution de l'Afrique noire à la guerre. Il défend les objectifs d'une « nouvelle politique indigène » et prend une part active à la conférence de Brazzaville (janvier-février 1944). Épuisé par cette conférence, il meurt peu après.

7. La France libre au combat : le cadre institutionnel

Après les premiers ralliements africains, les visées politiques du général de Gaulle se révèlent. Le 27 octobre 1940, trois jours après la rencontre de Pétain et d'Hitler à Montoire, de Gaulle institue, de Brazzaville, un **Conseil de défense de l'Empire** auquel il assigne la double mission, ambitieuse, d' « exercer la conduite de la guerre » et de « traiter avec les puissances étrangères ». Mais le Conseil de défense de l'Empire n'est qu'un organe purement consultatif dont les membres, tels le général Catroux, dispersés à travers le monde, n'ont guère eu qu'un rôle formel. Il faut attendre la création du Comité national français en septembre 1941 pour qu'une structure quasi-gouvernementale voie le jour.

Le **Comité français de la Libération de la France** (CFLN) naît le 3 juin 1943 à Alger, du rapprochement du Comité national français et d'un pouvoir militaire français exercé en Afrique du Nord par le **général Giraud**, imposé par les Américains. A cette date, la dénomination « France libre » n'existe plus (réglementairement depuis la date du 31 mai 1943), mais elle est néanmoins couramment étendue aujourd'hui à la période algéroise.

Le CFLN est assisté à partir de septembre 1943 d'une **Assemblée consultative provisoire** dans laquelle les délégués de la Résistance intérieure, nommés par le Conseil national de la Résistance, détiennent près de la moitié des sièges.

En novembre 1943, le général Giraud est écarté de la présidence bicéphale du CFLN et le général de Gaulle, fort de l'appui de la Résistance intérieure, en devient le seul président.

Mais les Alliés persistent à dénier au CFLN le caractère d'un gouvernement, même provisoire. C'est pourquoi le CFLN devient le **Gouvernement provisoire de la République française** (GPRF) le 3 juin 1944. Il n'est reconnu officiellement par les Alliés qu'en octobre 1944.



Le général Catroux (1877-1969), gouverneur général de l'Indochine en 1939, rejoint Londres et s'engage dès septembre 1940 dans la France libre. Il est alors le seul général d'armée à rejoindre de Gaulle. Responsable de la France libre en Méditerranée, il reconnaît l'indépendance du Liban et de la Syrie en juin 1941. En 1943, il sert d'intermédiaire entre Giraud et de Gaulle et prépare l'arrivée du second à Alger.

Nommé commissaire d'État au CFLN, il assure simultanément le gouvernement général d'Algérie.

Le général Catroux fait figure de véritable numéro deux de la France libre.

8. La France libre au combat : aux côtés des Alliés

Dès 1940, si minimes soient-elles, les Forces françaises libres maintiennent la France dans la guerre, aux côtés des Alliés. Treize aviateurs français participent ainsi au sein de la Royal Air Force (RAF) à la bataille d'Angleterre* et les Forces navales françaises libres font flotter le pavillon à croix de Lorraine dans les convois de l'Atlantique.

Dès décembre 1940, les unités de la France libre participent aux **combats d'Afrique et du Proche-Orient**.

La **bataille de Koufra**, sans grande portée militaire, est considérée à l'époque comme le premier signe du renouveau français. Elle révèle le talent militaire du colonel Leclerc qui avec 402 hommes prend, au détriment d'une importante garnison italienne, cette oasis du sud-est de la Libye. C'est une victoire française car la colonne Leclerc a agi seule, même si Leclerc ne peut garder la position faute de moyens et passe le relais aux Britanniques.

Bir Hakeim constitue un autre haut fait d'armes de la France libre : du 26 mai au 11 juin 1942, dans cette petite localité de Libye, la première brigade française libre du général Koenig résiste à l'offensive de Rommel. Churchill peut ainsi dire à la Chambre des Communes le 12 juillet 1942 :

« Les FFL résistèrent avec la plus grande bravoure à Bir Hakeim, en arrêtant pendant 15 jours l'avance allemande ; elles permirent de gagner du temps, d'amener des troupes de Palestine et de couvrir l'Égypte »

A partir de 1943, les Forces françaises libres combattent sur tous les **théâtres européens**. La première division française libre (DFL) de Brosset, presque exclusivement constituée de Français libres (parmi eux, Edouard Pick) participe à la campagne d'Italie*, au débarquement de Provence, aux libérations de Toulon et de Lyon. Quant à la 2^{ème} DB, elle prend part aux combats de Normandie et participe à la libération de Paris.



Edouard Pick (à droite de la photo prise en août 1944) est né à Tourcoing en 1922. Il rejoint l'Afrique du Nord par l'Espagne et le camp de Miranda. Il s'engage dans la 1^{ère} DFL et participe à la campagne d'Italie et à la libération de la France sous les ordres du général Brosset.

9. L'armée des ombres en zone rattachée : les débuts de la Résistance

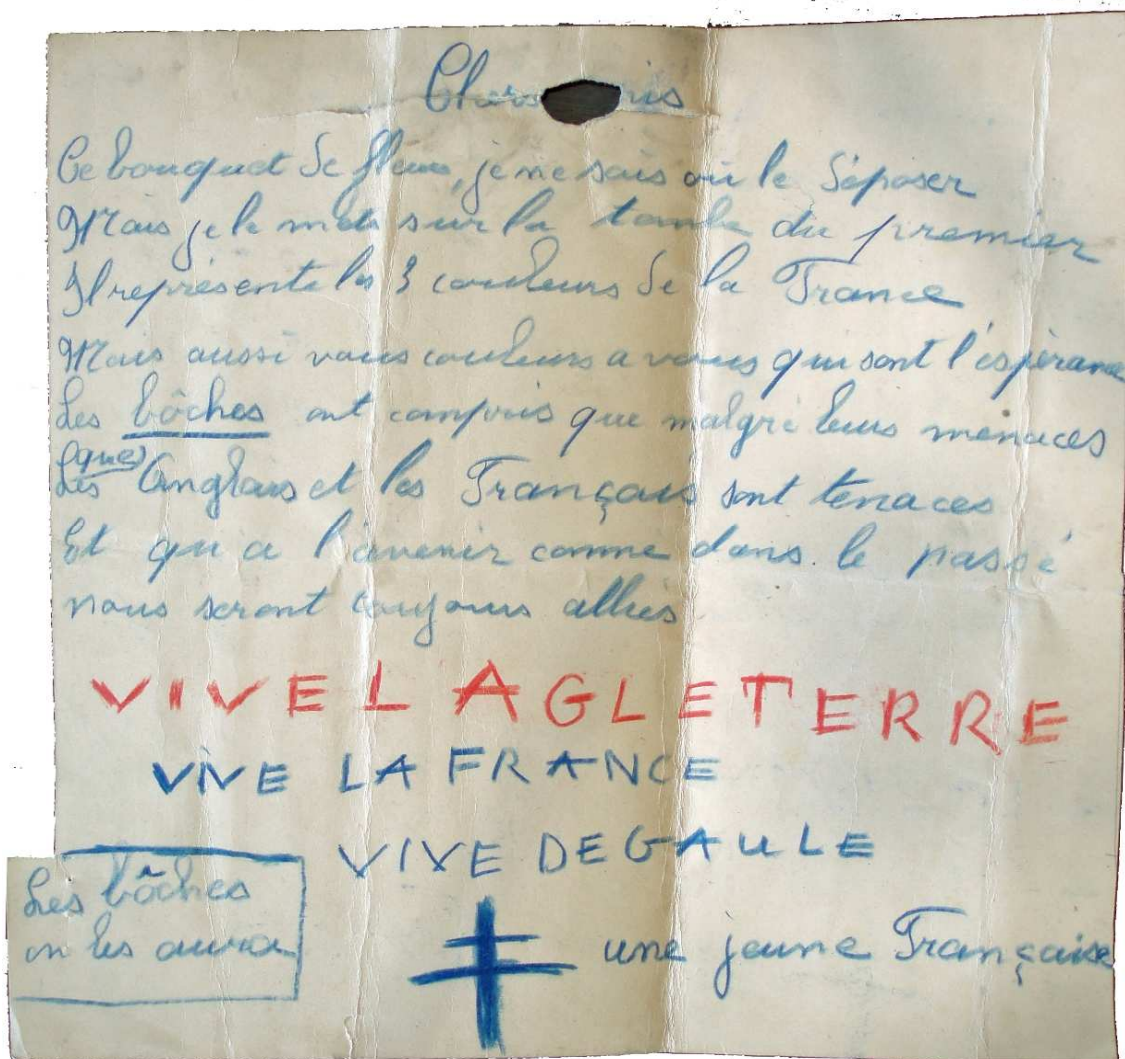
Les **deux départements du Nord et du Pas-de-Calais** connaissent de 1940 à 1944 une situation singulière : ils dépendent non pas de Paris, mais du général von Falkenhausen dont la zone de commandement couvre la Belgique et les deux départements. Ils constituent ainsi la «zone rattachée».

Déjà occupée durant la Première Guerre mondiale (1914-1918), la **population du Nord-Pas-de-Calais est anglophile et germanophobe**. Ainsi, même si l'appel du général de Gaulle est peu entendu, **la Résistance y est précoce**.

L'évasion de soldats, d'aviateurs ou de personnes recherchées par les polices allemandes est l'une des premières formes de résistance dans la région. Plusieurs **réseaux d'évasion** s'organisent, souvent en lien avec les réseaux belges : la Vraie France, Caviar, le réseau Pat O'Leary...

En octobre 1940, les militants socialistes Jean-Baptiste Lebas et Augustin Laurent sortent le premier numéro de ***L'Homme libre***, qui est donc le premier journal clandestin à paraître dans le Nord de la France pendant l'Occupation ; cinq autres numéros suivent. Mais la diffusion de ce petit fascicule reste confidentielle. En mai 1941, l'arrestation de Lebas (qui mourra en déportation) interrompt la publication de *L'Homme libre*.

Interdit par le gouvernement d'Edouard Daladier en septembre 1939, **le Parti communiste français se reconstitue dans le Nord-Pas-de-Calais** à une vitesse et avec une force qui surprennent les autorités françaises. Lors de la **grande grève des mineurs en mai-juin 1941**, qui aboutit à un véritable état de guerre pendant dix jours, les communistes jouent sur la fibre patriotique et rallient ainsi à la grève à la fois les gaullistes et les socialistes.



Pancarte déposée par une jeune Française sur une tombe anglaise :

« Chers amis,
Ce bouquet de fleurs, je ne sais où le déposer
Mais je le mets sur la tombe du premier
Il représente les 3 couleurs de la France
Mais aussi vous (sic) couleurs à vous qui sont l'espérance
Les bôches ont compris que malgré leurs menaces
Que les Anglais et les Français sont tenaces
Et qu'à l'avenir comme dans le passé
Nous seront toujours alliés
Vive l'Angleterre, vive la France, vive de Gaulle,
Une jeune française
(Les bôches on les aura)

10. L'armée des ombres en zone rattachée : la Résistance gaulliste

Dans le Nord-Pas-de-Calais occupé, deux grands mouvements de résistance*, qui illustrent deux cas de figure inverse, soutiennent l'action de la France libre et du général de Gaulle.

Le premier grand mouvement régional de résistance favorable à l'action du général de Gaulle est une organisation aux structures atrophiées dont la force réside dans le pouvoir d'influence du journal : **la Voix du Nord**.

Le journal, qui se métamorphose en mouvement et se dote en 1944 de groupes de combat, naît de la rencontre de deux hommes : le socialiste Jules Noutour, gardien de la paix que le maire de Lille a révoqué, et le démocrate-chrétien Natalis Dumez, jadis secrétaire de l'abbé Lemire et ancien maire de Bailleul. Tous deux sont des résistants actifs dès l'été 1940 et ils continuent, après le lancement du journal, à s'occuper d'évasions et de renseignements dans le cadre du réseau « Pat O'Leary ». Le 1^{er} numéro de *la Voix du Nord* date du 1^{er} avril 1941. Ainsi que les suivants, il est dactylographié et reproduit sur des machines de la SNCF, des assurances sociales et même de la police, avant d'être distribué. A partir de 1943, lorsque sort la série imprimée, le tirage dépasse les 5000 exemplaires, avec une pointe de 15000 pour le numéro du 15 janvier 1943.

Au contraire du mouvement la Voix du Nord, **l'Organisation civile et militaire (OCM)** est une formation fortement hiérarchisée apte à encadrer toutes les formes de résistance, mais qui ne possède pas de véritable organe de presse.

L'OCM est certainement le mouvement le mieux structuré et le plus largement implanté dans le Nord-Pas-de-Calais. Il s'y installe à partir de 1942, à l'initiative de l'industriel Roland Farjon. Le mouvement recrute chez les notables et des membres des classes moyennes. Il refuse de s'engager dans une campagne de sabotages avant le débarquement allié.

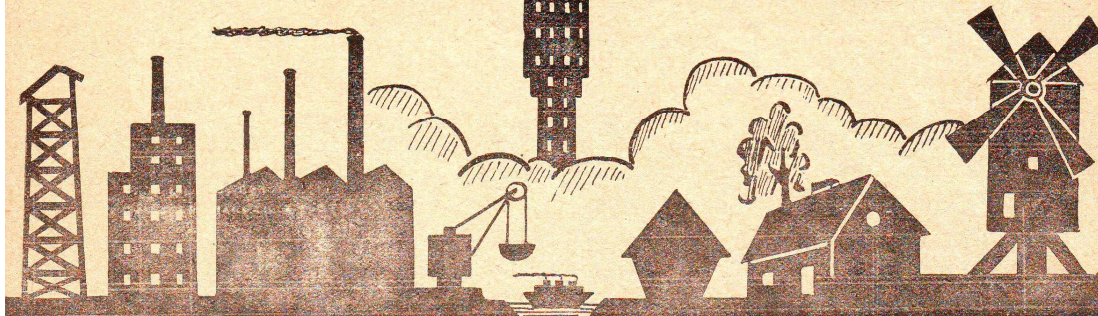
La VOIX du NORD

et du PAS-de-CALAIS

LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ

N° 36

Organe de la résistance de la Flandre Française



UN DOCUMENT HISTORIQUE.

14 JUILLET 1942

En complet accord avec les groupes de résistance organisés tant en France dite 'libre', que dans les deux zones occupées par l'ennemi, le GENERAL DE GAULLE a, dans un message, défini les buts de guerre des Français qui ne se sont inclinés ni devant l'ennemi, ni devant ses collaborateurs de VICHY, et qui, fidèles à nos ALLIÉS, poursuivront la guerre jusqu'à la VICTOIRE.

Voici ce message, qui est le ralliement de la FRANCE COMBATTANTE et sera la CHARTE de la FRANCE VICTORIEUSE:

DECLARATION DU GENERAL DE GAULLE.

Les derniers voiles sous lesquels l'ennemi et la trahison opéraient contre la France sont désormais déchirés. L'enjeu de cette guerre est clair pour tous les Français: c'est l'indépendance ou l'esclavage. Chacun a le devoir sacré de faire tout pour contribuer à libérer la patrie, par l'écrasement de l'envahisseur. Il n'y a d'issue et d'avenir que par la victoire.

Mais cette épreuve gigantesque a révélé à la nation que le danger qui menace son existence n'est pas venu seulement du dehors et qu'une victoire qui n'entraînerait pas un courageux et profond renouvellement intérieur ne serait pas la Victoire. Un régime moral, social, politique, économique, a abdi-qué dans la défaite après s'être lui-même paralysé dans la licence. Un autre, sorti d'une criminelle capitulation, s'exalte en pouvoir personnel. Le peuple français les condamne tous les deux. Tandis qu'il s'unit pour la victoire, il s'assemble pour une révolution.

Malgré les chaînes et le baillon qui tiennent la nation en servitude, mille témoignages, venus du plus profond d'elle-même, font apercevoir son désir et entendre son espérance. Nous les proclamons en son nom. Nous affirmons les buts de guerre du peuple français.

NOUS VOULONS que tout ce qui appartient à la nation française revienne en sa possession. Le terme de la guerre est pour nous à la fois la restauration de la complète intégrité du territoire, de l'Empire, du patrimoine français, et celle de la souveraineté complète de la nation sur elle-même. Toute usurpation, qu'elle vienne du dedans ou qu'elle vienne du dehors, doit être détruite et balayée. De même que nous prétendons rendre la France seule et

Numéro 36 de la *Voix du Nord*, paru le 14 juillet 1942.

11. L'armée des ombres en zone rattachée : la mission Arquebuse-Brumaire

La mission **Arquebuse-Brumaire** tire son nom des pseudonymes de ses deux principaux protagonistes : « Arquebuse », c'est le **colonel Passy** qui est parachuté en février 1943 en compagnie d'un officier britannique de la section française du SOE*, Forest Yeo-Thomas ; « Brumaire », c'est **Pierre Brossolette**, déposé par un Lysander* près d'Issoudun dans la nuit du 26 au 27 janvier 1943.

La mission Arquebuse-Brumaire, qui se limite à la zone nord, poursuit deux objectifs : d'une part inspecter les principaux mouvements de résistance et faire l'inventaire des forces militaires mobilisables en vue de la libération de la France, et d'autre part, préparer le processus d'unification politique et militaire de la Résistance sous le commandement du général de Gaulle.

Organisée par le BCRA, la mission se déroule pendant deux mois, en mars et avril 1943. Le travail réalisé en si peu de temps est exceptionnel. C'est Passy qui mène le jeu pour ce qui est de l'ordre militaire et de la logistique. Il divise la zone nord en quatre « blocs d'opérations militaires » : le Nord-Pas-de-Calais appartient à la région A. Il se rend dans cette dernière à partir du 5 avril 1943 et y rencontre les chefs de l'Organisation civile et militaire (OCM) à Lille et à Arras. Le 6 avril, au domicile d'Eugène d'Hallendre, il tient une sorte de conférence avec les responsables départementaux du Nord (Jean Delvallez, Paul Lisfranc...).

Quant à Brossolette, il prend l'initiative de créer un **Comité de coordination des mouvements de la Résistance de la zone nord** avec l'idée de faire pendant avec celui créé par Jean Moulin en zone sud. Le Comité de coordination, réuni pour la première fois le 26 mars 1943, est un pas important dans le cheminement qui conduit le 27 mai 1943 à la création du **Conseil national de la Résistance***. Le CNR, qui regroupe l'ensemble des formations de la Résistance de zone nord comme de zone sud sous la direction de Jean Moulin, achève ainsi le processus d'unification voulue par le général de Gaulle.



André Dewavrin dit Passy ou Arquebuse (1911-1998)

Cadet d'une vieille famille d'industriels originaire du Nord, il sort de l'École Polytechnique en 1934. Il participe à la campagne de Norvège et rallie de Gaulle à son retour en Angleterre le 1^{er} juillet 1940. Il est chargé de créer les services secrets de la France libre (le BCRA). Il se lie d'une profonde amitié avec Pierre Brossolette qu'il échoue à imposer à la succession de Jean Moulin.

Conclusion de la tournée opérée par Passy dans le Nord-Pas-de-Calais (avril 1943) :

« ... dire à ces hommes l'immense confiance que nous avons en eux et comment par le travail journalier qu'ils effectuaient, ils étaient en vérité les plus solides pionniers de la Libération. De demain. Beaucoup d'entre eux sont morts, d'autres ont passés des années dans les geôles ou les camps de concentration de l'ennemi... Je rentrai à Paris avec la certitude qu'il suffirait de quelques semaines d'efforts pour que la région A fût prête à accomplir toutes les tâches que nous pourrions être amenés à lui demander même si l'Armée secrète, dans cette région devait être réduite aux seules forces de l'OCM »

Extrait de « *Missions secrètes en France* » colonel Passy

12. La reconstruction de l'Etat républicain

Depuis 1943, les Américains ont prévu d'administrer la France comme un territoire occupé par l'intermédiaire d'un organisme composé d'officiers anglo-américains : l'AMGOT*. Des billets de banque (40 milliards de francs d'occupation) ont même été imprimés à Washington et mis en circulation !

Le soutien total que les populations apportent au général de Gaulle, accueilli par une foule enthousiaste à Bayeux le 14 juin 1944, rend de plus en plus caduque l'AMGOT.

Lorsque le général prononce son fameux discours le 25 août 1944 (« *Paris, Paris outragé !...* »), il entend montrer que la France est maîtresse chez elle et clôt symboliquement les **vellétés américaines d'imposer une administration militaire en France.**

La reconstruction de l'Etat républicain passe aussi par un ensemble de **réformes économiques et sociales** largement inspirées du programme du Conseil national de la Résistance défini le 15 mars 1944. Celui-ci réclame la « subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général » et propose l'instauration d'une sécurité sociale et la nationalisation des grands moyens de production.

Pour rétablir les pouvoirs républicains, le général de Gaulle installe des **commissaires de la République**. Dans le Nord-Pas-de-Calais, c'est Francis-Louis Closon, alors âgé de 34 ans, qui est investi de la charge de commissaire de la République. Closon est un intellectuel qui a rallié la France libre dès juin 1940 et qui a été le second de Jean Moulin. Son investiture marque donc le rétablissement de l'autorité de l'Etat et la fin du rôle politique des Comités départementaux de Libération* (CDL), qui se transforment en organes consultatifs.

Lorsque le général de Gaulle effectue son premier voyage dans le Nord-Pas-de-Calais, du 30 septembre au 2 octobre 1944, la légalité républicaine est totalement restaurée.



Le 1^{er} octobre 1944, le commissaire de la République Francis-Louis Closon accueille le général de Gaulle dans sa ville natale, Lille. Celui-ci y prononce un discours dans lequel il accorde une place centrale à la reconstruction de l'économie sur des bases nouvelles.

13. Retrouver le rang de la France

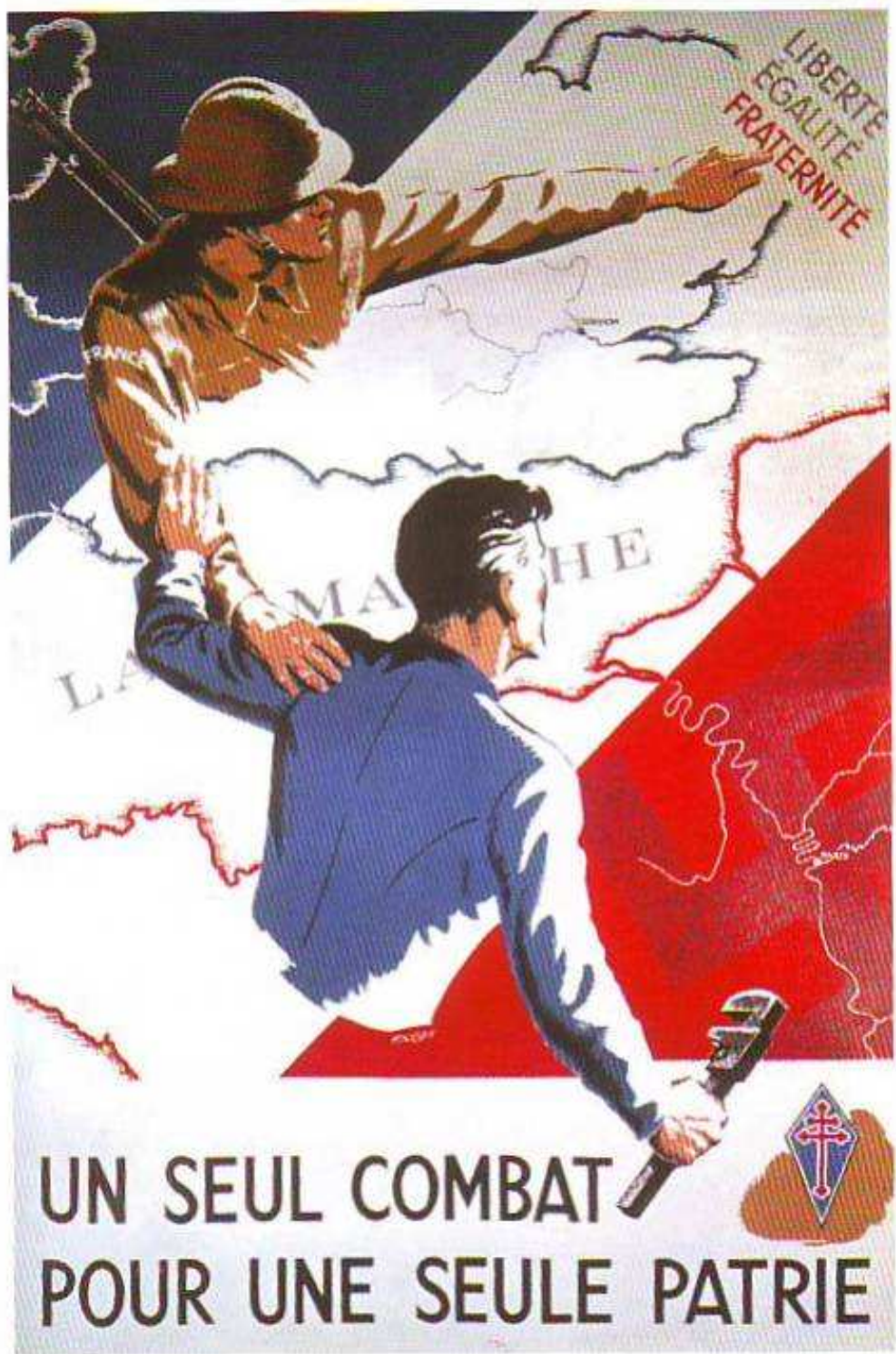
Les Français participent à la libération du territoire national et à l'assaut contre l'Allemagne. Depuis février 1944, les **Forces françaises de l'intérieur (FFI)** fédèrent l'essentiel des forces militaires et appuient l'action des divisions françaises. Créée en août 1943, la 2^{ème} division blindée, dite « division Leclerc », participe au débarquement en Normandie, libère Paris avec l'aide des FFI et poursuit son avance vers l'est de la France. Après avoir franchi les Vosges, elle libère Strasbourg le 23 novembre 1944. Elle prend part aux côtés des Alliés à la chevauchée finale en Allemagne, avec comme point d'orgue la prise de Berchtesgaden et du « nid d'aigle » d'Hitler le 5 mai 1945.

La France se retrouve donc parmi les puissances victorieuses :

- elle est présente à Berlin à la signature de la capitulation allemande le 9 mai 1945. Jean de Lattre de Tassigny, commandant de la 1^{ère} Armée française impose cette présence de la France, ce qui n'était pas évident au départ.
- elle est responsable d'une des quatre zones d'occupation en Allemagne, malgré l'absence du général de Gaulle à la conférence de Yalta en février 1945.
- elle obtient un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies et est donc reconnue à l'ONU comme l'une des cinq grandes puissances du monde.
- elle retrouve son Empire.

La conférence de Brazzaville (30 janvier - 8 février 1944), inaugurée par le général de Gaulle lui-même, annonce une nouvelle politique coloniale, qui fonde, mais beaucoup plus tard, le mythe d'une décolonisation programmée.

Mais cet Empire, support du « rang » de la France, n'est plus celui d'avant-guerre. Les nationalismes se sont avivés, notamment en Algérie et en Indochine.



Affiche FFI : les FFI participent à la libération du territoire national et à l'assaut contre l'Allemagne.

Lexique

Afrique-Équatoriale française : fédération créée en 1910 qui regroupe quatre colonies françaises en 1940 : le Gabon, le Moyen-Congo (Congo-Brazzaville), l'Oubangui-Chari (République centrafricaine) et le Tchad. Sa population atteint 3.5 millions d'habitants en 1936.

AMGOT : Allied Military Government of Occupied Territories ou « gouvernement militaire allié des territoires occupés ».

Bataille d'Angleterre : opération de grande ampleur menée par l'armée de l'air allemande pour détruire la force aérienne britannique avec l'intention d'envahir le Royaume-Uni. Elle commence à la mi-juillet 1940 et s'achève le 17 septembre 1940.

BCRA : Bureau central de renseignements et d'action, créé le 1^{er} juillet 1940 par le capitaine André Dewavrin dit Passy. Il prend le nom de service de renseignements (SR) le 15 avril 1941 puis de BCRAM (Bureau central de renseignements et d'action militaire) en janvier 1942 avant de redevenir BCRA.

Cameroun : territoire enlevé aux Allemands en 1919 et partagé en deux mandats entre la France et l'Angleterre. Sa population atteint 2.4 millions d'habitants en 1936.

Campagne d'Italie : elle est conçue comme une promenade militaire par Churchill mais le déroulement des opérations dément le Premier Ministre britannique. La campagne commence lors du débarquement en Sicile en juillet 1943 et ne s'achève qu'en avril 1945.

Comités départementaux de libération (CDL) : structures de la Résistance intérieure créées pour la plupart en 1943 et au début de l'année 1944. Dès la Libération, les CDL perdent leur pouvoir et tiennent lieu d'assemblées départementales représentatives jusqu'aux élections de 1945 et au rétablissement des conseils généraux qui marquent de facto leur disparition.

Conseil national de la Résistance : créé le 27 mai 1943, il rassemble sous la présidence de Jean Moulin huit mouvements de résistance, six partis politiques et deux organisations syndicales. Présidé par Georges Bidault après l'arrestation de Jean Moulin en juin 1943, le CNR élabore un programme très empreint de rénovation sociale (15 mars 1944).

Etablissements français de l'Inde : enclaves territoriales dans l'Inde britannique formées depuis 1763 des ports francs de Pondichéry, de Karikal et des dépendances de Chandernagor, Mahé et Yanaon. Ces enclaves comptent plus de 300 000 habitants en 1941.

France libre : appellation lancée par le général de Gaulle le 29 août 1940. Elle désigne la Résistance extérieure qui s'organise derrière l'Homme du 18 juin.

« **Honneur et Patrie** » : émission quotidienne de la France libre sur la BBC. Maurice Schumann y parle plus de mille fois, à partir du 18 juillet 1940. Les textes de l'émission sont soumis aux Britanniques qui peuvent les censurer.

Intelligence Service : service de renseignements extérieur britannique dépendant du Foreign Office. Aussi appelé M16.

Lysander : avion de liaison qui acquiert une grande renommée grâce à son utilisation pour le transport et la récupération d'espions et d'agents secrets

Mouvement de résistance : organisation qui lutte de façon diversifiée contre l'occupant et contre Vichy et s'efforce d'influencer l'opinion publique, d'impliquer moralement la population dans son combat.

SOE : Special Operations Executive. Il s'agit d'un des neufs services secrets utilisés par les Britanniques pendant la guerre.

Bibliographie (non exhaustive) sur le thème du Concours 2010 :

« L'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle et son impact jusqu'en 1945. »

A partir des circonstances et du contenu de ce texte, les candidats en étudieront la portée ainsi que les engagements qu'il a suscités, en France, dans l'Empire français et à l'étranger.

Jean Lacouture, *De Gaulle, Le rebelle, le politique, le souverain*, 3 tomes, Seuil, 1984-1986
Fondation Charles de Gaulle, *De Gaulle chef de guerre, de l'appel de Londres à la Libération de Paris*, Plon collection espoir, 2008

Jean-Louis Crémieux Brillhac, *La France Libre, De l'appel du 18 juin à la Libération*, 2 tomes, Ed. Folio histoire, 2001

François Broche, *L'épopée de la France Libre*, Pygmalion, 2000

Pierre Accoce, *Les Français de Londres, 1940-1941*, Ed. balland 1989

Jean-Luc Switalski, *La BBC pendant la seconde guerre mondiale*, thèse de doctorat, 1996, université Charles de Gaulle-Lille III, 2 tomes

Fondation Charles de Gaulle, *Larminat, un fidèle hors série*, Ed. LBM, 2008.

Colonel Passy, *Mémoires du chef des services secrets de la France Libre*, Ed. Odile Jacob, 2000

Sébastien Albertelli, *Services spéciaux de la France Libre*, Perrin, 2008

Michaël Foot, *Des Anglais dans la Résistance, le service secret britannique d'action, SOE, en France 1940-1944*, Taillandier, 2008

Colloque Fondation nationale Sciences Politiques, *Les communistes français de Munich à Chateaubriand*, 1987, presse Fondation Sciences politiques

José Gotovitch, *Du rouge au tricolore, Résistance et Parti communiste*, Ed. Labor, Archives du futur, Bruxelles 1992

Francis-Louis Closon, *Le Temps des passions, de Jean Moulin à la Libération 1943-1944*, Presse de la Cité, 1974

Francis-Louis Closon, *Commissaire de la République du général de Gaulle, Lille, septembre 1944 mars 1946*, Julliard, 1980

Memor, Rapports du préfet Carles, 2 tomes, n°26, 27 et 28, Université Lille III-Charles de Gaulle

Memor, Michel Rousseau, Mai 1940 dans le département du Nord, n° 31 et 32, Université Lille III-Charles de Gaulle

Etienne Dejonghe et Yves Le Maner, *Le Nord Pas-de-Calais dans la main allemande, 1940-1945*, La Voix du Nord, 1999

Archives départementales

Archives de la Fondation Charles de Gaulle

Archives D'Hallendre

Archives du Musée de la Résistance Bondues

L'exposition se tient au Musée de Bondues, du 1^{er} décembre 2009 au 30 avril 2010.

Elle est organisée à l'initiative de l'association *Souvenir de la Résistance et des Fusillés du fort de Bondues* et soutenue par la Mairie de Bondues.

Elle a été conçue par un conseil scientifique présidé par Odile Louage et composé de Marie-Christine Bouche, Francis Delannoy, Guillaume Duchêne et Thibault Tellier.

Nos remerciements à Etienne Dejonghe, pour ses conseils avisés et sa bienveillance, à Philippe Oulmont, animateur du service Études et Recherches de la Fondation Charles de Gaulle, ainsi qu'à Edgard D'Hallendre pour le prêt de ses objets et documents.

Rien n'aurait été possible sans l'aide de Claire Créteil et d'Hélène Priego qui ont assuré l'organisation de l'exposition.

Le petit guide de visite a été réalisé par Stéphane Henry, professeur agrégé d'Histoire-Géographie, responsable du service éducatif du Musée de la Résistance de Bondues.

Musée de la Résistance de Bondues

BP 80001

59587 BONDUES Cedex

Tél : 03 20 28 88 32

www.ville-bondues.fr/musee



Musée de la
Résistance
de Bondues

